



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le 12/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Heidelberg Materials France Granulats

4 place des Saisons
Tour Alto
92400 Courbevoie

Références : 2025-269-INSP-RAP-NG-HMFG-Ségrie
Code AIOT : 0006300692

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2025 dans l'établissement Heidelberg Materials France Granulats implanté Carrière de Ségrie Lieu-dit "Le Châtelet" 72170 SEGRIE. L'inspection a été annoncée le 18/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Heidelberg Materials France Granulats
- Carrière de Ségrie Lieu-dit "Le Châtelet" 72170 SEGRIE
- Code AIOT : 0006300692
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la Carrière de Châtelet à Ségrie est autorisée par l'arrêté préfectoral n°07-4127 du 17 août 2007 complété des arrêtés préfectoraux complémentaires suivants :

- Arrêté n°DCPPAT 2018-0447 du 15 octobre 2018 modifiant les conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière ;
- Arrêté n°DCPPAT 2019-0134 du 24 juin 2019 autorisant le changement d'exploitant ;

- Arrêté n°DCPPAT 2024-0155 du 21 juin 2024 modifiant les conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière.

La production maximum autorisée est de 400 000 tonnes/an avec une production moyenne de 300 000 t/an.

Contexte de l'inspection :

- Incident local électrique ;
- Signalement OFB, rejet aqueux au milieu naturel de couleur anormale ;

Thèmes de l'inspection :

- AR1 – VÉRIFICATION ÉLECTRIQUE
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	AR1 – Conception des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	AR1 – Fréquence de vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
3	AR1 – plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
4	AR1 – État général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Traitement des eaux d'exhaure	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 23.3	Demande d'action corrective	1 mois
6	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	Demande d'action corrective	15 jours
7	Aménagements préliminaires	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection conduite le 14 avril 2025 fait suite à un incendie qui s'est produit au niveau du local électrique et à un signalement par l'OFB d'une coloration anormale du cours d'eau " le Souci " dans lequel la carrière rejette ses eaux de fond de fouille.

L'absence de contrôle des installations électrique sur une longue période conduit l'inspection à proposer un projet d'arrêté de mise en demeure à l'encontre de l'exploitant afin qu'il réalise dans les délais réglementaires les vérifications périodiques de ses installations électriques. Considérant que des installations électriques neuves seront installées d'ici juillet 2025, le délai proposé pour régulariser le respect des prescriptions relatives aux vérifications périodiques est de 12 mois à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure.

La coloration de l'eau observée est liée aux matériaux extraits dans le cadre de l'approfondissement du carreau d'exploitation (quartzistes clairs et grès à lingules). Depuis le signalement de l'anomalie relevée relative aux rejets aqueux au milieu naturel, l'exploitant fait passer l'eau dans plusieurs bassins intermédiaires afin de permettre une meilleure décantation. Des travaux de réalisation de fossés périphériques sont prévus en fond de fouille afin de permettre une décantation avant

pompage vers le bassin n°5 avant rejet au milieu naturel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : AR1 – Conception des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A
Thème(s) : Actions régionales, Conception des installations électriques
Prescription contrôlée : Installations électriques. A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. E.-Conditions d'application du présent article. Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.
Constats : Un incendie au niveau du local électrique s'est produit sur la carrière de Ségrie le 17/02/2025 après une coupure pour intervention d'ENEDIS le matin et une remise en électricité en fin d'après-midi. D'après l'exploitant, le lendemain matin à 6h30, le feu continuait à se consumer lentement. L'incendie ne s'est pas propagé au-delà du local électrique. Il n'y a pas eu de blessé. Il n'y a pas eu de dégât à l'extérieur du périmètre autorisé de la carrière. L'inspection a été informée de cet incident le 18 février au soir, L'inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre un rapport d'incident précisant les circonstances de l'incendie, son lieu, son ampleur, sa durée, la gestion de celui-ci et les mesures prises pour éviter que cela se renouvelle. L'exploitant a indiqué que l'expertise était en cours pour connaître les causes de l'incendie. Dans ce contexte, une visite d'inspection abordant l'action régionale de vérification électrique est menée sur le site le 14/04/2025. Lors de l'inspection, l'exploitant indique que les travaux sont en cours. Le nouveau local électrique devrait être opérationnel en juillet 2025. Dans l'attente la carrière fonctionne avec un groupe mobile. Le rapport d'incident et le traçage des opérations relatives à la remise en route du local électrique n'est pas disponible pendant la visite d'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre, dès que possible, les éléments relatifs aux causes et circonstances de l'incendie ainsi que les mesures correctives et points d'amélioration et de suivi qui seront mis en place après la mise en service des nouvelles installations électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : AR1 – Fréquence de vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E
Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Limites d'intervention
Prescription contrôlée : Installations électriques. (...) Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. E.-Conditions d'application du présent article. Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.
Constats : Le dernier rapport de vérification des installations électriques remis par l'exploitant lors de la visite d'inspection date de décembre 2019. Le rapport précédent date de janvier 2019. Il n'y pas eu de vérification périodique réglementaire réalisée depuis 2019. Le rapport de vérification du 09/12/2019 mentionne les vérifications périodiques antérieures (05/10/2010, 19/12/2014 et 04/12/2017). L'exploitant indique qu'un contrat d'entretien est signé avec la société Actinium pour des prestations annuelles d'entretien et maintenances préventives. Les passages de la société Actinium ne sont pas tracés. L'exploitant ne fait pas réaliser de vérification de type Q18 (certificat APSAD Q18 délivré a titre du code du travail). Lors de l'inspection, il est rappelé à l'exploitant son obligation de réaliser tous les ans au minimum une vérification de ses installations électriques. L'exploitant mentionne des changements successifs du groupe pouvant expliquer, en partie, que les vérifications électriques n'ont pas été faites dans les délais réglementaires. Considérant l'absence de vérification périodique des installations électrique pendant une longue période, l'inspection propose à monsieur le préfet de la Sarthe, un projet d'arrêté de mise en demeure visant un retour à la conformité en ce qui concerne les vérifications périodiques des installations électriques. Un délai de 12 mois est proposé pour cette mise en conformité du fait que les installations neuves seront mises en service en juillet 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - A compter de la mise en service des nouvelles installations électriques sur le site, faire réaliser leurs vérifications périodiques chaque année conformément à l'article 66-A de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 3 : AR1 – plan d'action suite au contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E
Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Limites d'intervention
Prescription contrôlée : Installations électriques. A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées. Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. E.-Conditions d'application du présent article. Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.
Constats : Le rapport de vérification des installations électriques réalisée le 22/01/2019 remis par l'exploitant lors de la visite d'inspection relate 25 anomalies. Chaque anomalie est annotée d'une date de réalisation des actions correctives prises par l'exploitant. Le rapport de vérification réalisée le 09/12/2019 relate 11 anomalies dont 8 comme déjà signalées lors de la vérification précédente. Celui-ci n'est pas annoté d'action corrective. Les contrôles sont partiels car les rapports de vérification mentionnent l'absence de plan des locaux, l'absence de plan de masse avec l'implantation des prises de terre et canalisations enterrées ainsi que l'absence de note de calcul justifiant du dimensionnement des canalisations et dispositifs de protection. Il est rappelé à l'exploitant que les anomalies relevées dans les rapports de vérification doivent faire l'objet d'une hiérarchisation associée à un plan d'action avec des délais raisonnables de mise en conformité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - A l'issue des prochaines vérifications périodiques des installations électrique, veiller à mettre en place un plan d'action correctives qui priorise les actions en fonction de l'urgence de mise en conformité et planifier les délais de remise en conformité. - Formaliser les plans d'action.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 12 mois

N° 4 : AR1 – État général visuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...
Constats : Lors de la visite d'installation, le local des installations électrique était hors-service du fait de l'incendie qui s'est produit le 17 février. Les travaux sont en cours pour une remise à neuf et une mise en fonctionnement en juillet 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Informer l'inspection lors de la mise en service des nouvelles installations électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Traitement des eaux d'exhaure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 23.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de l'eau
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement de la carrière et les eaux de traitement des matériaux sont collectées et dirigées par l'intermédiaire de fossés vers les bassins de décantation. Ces eaux sont recyclées pour être utilisées dans les installations industrielles de la carrière. Les seules eaux restituées au milieu extérieur sont celles issues du bassin de décantation B5. Le circuit de collecte est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles.
Constats : <u>Retour visite du 4 avril 2023</u> Suite à signalement de l'OFB relatif à un constat de pollution dans le ruisseau du souci à proximité de la carrière de Chatelet à Ségrie (72), la visite conduite sur site en 2023 avait permis de constater que le bassin de décantation n°5 n'avait jamais été curé (c'est de ce bassin que sont rejetées les eaux au milieu naturel). Les eaux d'exhaures pompées transitent au préalable par le bassin n°2. Un doute sur le dimensionnement du bassin n°5 avait conduit l'inspection à demander à l'exploitant de justifier le dimensionnement des bassins de décantations. L'exploitant a répondu par courrier 26 juin 2023 que les mesures bathymétriques ont été réalisées le 13 avril 2023. Le volume disponible est de capacité suffisante pour récupérer les débits pompés dans les bassins de fond de fouille. Il indique également avoir commandé un barrage à jupe afin de filtrer les MES lors des curages hivernaux des fossés. <u>Retour sur la visite du 13 juin 2024</u> Le barrage à jupe est installé au niveau du bassin n°5 installé en juillet 2023. <u>Visite du 14/04/2025</u>

Un nouvel incident a été signalé par l'OFB le 12/03/2025 au niveau des eaux rejetées dans le « Souci ». Une couleur rouge du ruisseau a été remarqué par les pêcheurs lors de l'ouverture de la pêche à la truite le 08/03/2025. Lors de son déplacement sur place l'OFB n'a pas constaté de forte concentration en MES.

L'exploitant indique que l'extraction est en cours d'approfondissement. Les matériaux extraits : grès quartzistes clairs et grès à lingules sont très colorés.

Afin de limiter la coloration de l'eau rejetée et la charge en MES, l'exploitant a changé temporairement le process de gestion des eaux afin de faire transiter l'eau pompée du fond de fouille du 1^{er} bassin (B1) jusqu'au 5^{ème} bassin (B5) en la faisant transiter par le 2^{ème} bassin (B2), puis vers le 3^{ème} bassin (B3) et vers le 4^{ème} bassin (B4).

Habituellement les eaux d'exhaures sont pompées et dirigées vers le 5^{ème} bassin (B5) avant rejet vers le ruisseau du Souci.

En séance l'exploitant indique qu'avec l'approfondissement une première décantation sera devenue possible d'ici juin 2025 avec un bassin de fond de fouille. Il compte aussi créer des fossés périphériques pour une meilleure décantation.

Suite au signalement du rejet anormal dans le ruisseau, l'exploitant a fait réaliser une analyse des eaux rejetées le 13 mars 2025.

Le rapport remis lors de l'inspection concerne un point de mesure au niveau du point de rejet de la carrière, au niveau de l'amont et l'aval du ruisseau. Le paramètre MES est mesuré à 30 mg/l au niveau du point de rejet, il est mesuré à 2.9 mg/l à l'amont du Souci et 10 mg/l à l'aval du ruisseau. L'indice couleur après filtration est indiqué à 46 mg Pt/l (pour une valeur limite fixée à 100 mg Pt/l par l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif à l'exploitation des carrières).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Transmettre les justifications de réalisation des fossés périphériques de récupération des eaux.
- Veiller à maintenir le fonctionnement de transition des eaux pompées par les bassins intermédiaires dès qu'un risque de rejet au milieu naturel anormal existe.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1

Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions

Prescription contrôlée :

I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

II. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

III. - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Constats :
L'atelier de stockage des produits a été visité lors de la visite. Plusieurs fûts susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont stockés hors rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Veiller à stocker tout produit susceptible de créer une pollution sur rétention conformément à l'article 18.1 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Affichage
Prescription contrôlée :
L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats :
Lors de la visite, il est constaté que les panneaux d'indication de la présence de la carrière aux entrées et abords du site ne sont plus très lisibles. L'exploitant indique les panneaux sont en cours de réfection avec la mise du nom de l'exploitant : passage de GSM à Heildelberg Matériaux France Granulats.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
À la mise en place des nouveaux panneaux, transmettre à l'inspection les justificatifs de leur installation (photos).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois